

Paradis infernaux revisite, à une échelle désormais mondiale, nombre des problématiques développées dans *Variations on a Theme Park*, le symposium prophétique de 1991 sur le futur de l'urbanisme américain, organisé puis édité par Michael Sorkin. Que ce soit comme architecte, critique ou théoricien, Sorkin est sans aucun doute l'auteur le plus invariablement séminal et créatif sur la scène des études urbaines contemporaines. Parmi ses quelque vingt livres (publiés ou à paraître sous peu), se trouvent certaines des critiques architecturales les plus acérées jamais écrites (*Exquisite Corpses*) ou des réflexions sur la politique des murs, des frontières, de la mondialisation, des monuments du 11 Septembre, et du contre-terrorisme architectural (*Giving Ground, Against the Wall, After the World Trade Center* et *Indefensible Space*). Mais Sorkin maintient également allumée la flamme de l'utopie dans l'urbanisme contemporain, en explorant les écologies de l'auto-organisation communale (*Local Code*) ou en concevant des plans à couper le souffle pour des villes durables (*Eutopia* et *New York City [Steady] State*, à paraître). Enfin, il entretient son extraordinaire réflexion sur l'urbanisme mondial par un incessant travail de terrain : Kumasi, Hanoi, Vienne, Johannesburg, Bangalore, Abou Dhabi, Taiwan, Jérusalem et, plus récemment, la Nouvelle-Orléans. Il reste malgré tout – en tant que directeur du Urban Design Program au Graduate Center du City College de New York – un militant new-yorkais profondément impliqué dans les luttes locales pour la justice sociale et l'accès au logement.

Les dettes que nous avons accumulées à l'égard de la générosité intellectuelle de Michael Sorkin sont si nombreuses que nous ne pouvons en rendre compte ici. Le plaisir que nous avons à dédicacer *Paradis infernaux* à notre mouche du coche, camarade et provocateur en chef n'en est que plus intense.

Mike Davis et Daniel Bertrand Monk, avril 2007

Introduction

« *Maxime brechtienne : ne pas se fier à la bonne
vieillesse mais à la mauvaise nouveauté*¹. »

Walter Benjamin, 1938

Paradis infernaux aborde un problème simple mais on ne peut plus contemporain : vers quel avenir nous mène le capitalisme sauvage et fanatique qui caractérise notre époque ? Ou, pour envisager la question sous un autre angle : que nous révèlent les « mondes de rêve » de la consommation, de la propriété et du pouvoir sur le devenir de la solidarité entre les hommes ? Les études de cas réunies dans ce livre explorent les nouvelles géographies de l'exclusion et les nouveaux paysages de la richesse qui ont vu le jour au cours du boom de la mondialisation après 1991. Nous nous concentrerons en particulier sur ces lieux – de l'Arizona à l'Afghanistan – où l'ethos du « malheur aux vaincus » n'est entravé par aucun vestige de contrat social, n'est hanté par aucun spectre du mouvement ouvrier, et où les riches peuvent traverser en dieux tout-puissants les jardins cauchemardesques de leurs désirs les plus secrets.

De tels endroits sont désormais étonnamment nombreux (même si leurs frais d'adhésion sont loin d'être accessibles à tous) et la soif d'utopie – on songe ici à Paris Hilton, Bernie Ebbers ou Donald Trump – sature la culture populaire et les médias de masse. Plus personne n'est étonné d'apprendre qu'un millionnaire dépense 50 000 dollars pour cloner son chat ou qu'un milliardaire en paye 20 millions pour un bref séjour dans l'espace. Et si un coiffeur londonien fait d'heureux clients à 1 500 dollars la coupe de cheveux, pourquoi une maison en bordure d'océan dans les Hamptons ne

se vendrait-elle pas 90 millions de dollars, ou pourquoi Lawrence Ellison, PDG d'Oracle, n'aurait-il pas gagné 340 000 dollars de l'heure au cours de l'année 2001 ? De fait, l'usage abusif de l'hyperbole pour décrire le style de vie des milliardaires et des célébrités a tendance à épuiser notre capacité d'indignation face aux statistiques réellement scandaleuses, telles ces récentes révélations : le 1 % le plus riche de la population américaine dépense autant que les 60 millions d'Américains les plus pauvres, 22 millions d'emplois en usine dans les vingt secteurs économiques majeurs ont été sacrifiés sur l'autel de la mondialisation entre 1995 et 2002, les comptes bancaires des riches particuliers ouverts dans les paradis fiscaux totalisent à l'heure actuelle la somme colossale de 11 500 milliards de dollars (soit dix fois le PIB du Royaume-Uni)².

Il est désormais courant, sauf peut-être dans les pages du *Wall Street Journal*, de qualifier ce nouvel âge d'or – conséquence de la contre-révolution mondiale antisociale déclenchée par Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Deng Xiaoping au début des années 1980 et poursuivie par Tony Blair, Bill Clinton et Li Peng dans les années 1990 – de règne du « néolibéralisme ». Là où toutes les grandes religions de ce monde ont échoué, un capitalisme tardif mais vigoureux a semble-t-il finalement réussi à rassembler l'humanité entière dans une seule et même instance imaginaire : le marché mondial. L'histoire finit là où commence la liberté (individuelle, pas collective) – ou est-ce l'inverse ? Le néolibéralisme, comme nous l'a signalé Pierre Bourdieu avec tant d'éloquence, est une utopie autoritaire, rien de moins qu'« un programme de destruction méthodique des collectifs », des syndicats aux villes ouvrières, des familles aux petits pays³.

De plus, comme le démontre Timothy Mitchell dans son saisissant essai sur le prétendu « miracle égyptien de l'économie de marché », l'hégémonie des politiques néolibérales n'a pas grand-chose à voir avec les marchés autorégulateurs, l'offre et la demande, ni même avec « l'économie » en tant que catégorie autonome. Le néolibéralisme n'est pas *La Richesse des Nations Volume II* ; ce n'est pas

non plus le laisser-faire remis au goût du jour, capable de panser les blessures du monde grâce au pacifisme et au libre-échange ; et c'est encore moins l'avènement de l'utopie d'un marché régi par « l'ordre spontané » romancé par Friedrich von Hayek et Robert Nozick. Au contraire, ce qui caractérise ce boom qui dure depuis 1991 (ou 1981, si vous préférez), c'est l'application décomplexée avec laquelle le pouvoir d'État augmente les taux de profit pour ses groupes d'amis, les gangsters milliardaires et les riches en général. Comme l'un de nous l'a écrit à propos du programme économique de Reagan il y a de cela plus d'une génération : « Bien que la rhétorique des diverses campagnes et des "révoltes contre l'impôt" qui ont mené Reagan au pouvoir fût farouchement anti-interventionniste, ses véritables intentions s'orientaient davantage vers une restructuration – plutôt qu'une diminution – des dépenses et de l'intervention de l'État, afin d'augmenter les opportunités d'enrichissement pour les gros porteurs et les entrepreneurs. Son programme, de façon implicite ou explicite, incluait : l'accélération des amortissements, la libre spéculation des marchés immobiliers et la prolifération de la copropriété, la sous-traitance des services publics, le financement de l'enseignement privé par l'argent public, la diminution du salaire minimum, la suppression des normes de santé et de sécurité pour les petites entreprises, et ainsi de suite⁴. »

De façon ironique, dans le programme néolibéral, le principal rôle du pouvoir d'État, et non de l'économie de marché, trouve son expression la plus radicale dans la privatisation massive des biens communs, la sous-traitance des services publics (désormais également affectés à l'effort de guerre), et la dérégulation des marchés. Les manuels d'économie peuvent gloser inlassablement sur l'innovation technologique guidée par le profit et la main invisible du marché, « le principal accomplissement du néolibéralisme », comme l'a souligné David Harvey avec justesse, « a davantage été de redistribuer que de générer⁵ ». Ce n'est rien d'autre qu'un pouvoir politique corrompu de l'intérieur qui a distribué les richesses mondiales à une association de malfaiteurs composé du groupe Halliburton de Dick Cheney, de

Boeing, de Blackwater, de la compagnie Telmex de Carlos Slim, de Yukos – l'empire d'Abramovich –, de la China International Tourist and Investment Corporation de Larry Rong Zhijian, de la Fininvest de Silvio Berlusconi, et de la News Corporation de Rupert Murdoch. Cet amalgame décomplexé de crime, de corruption politique et d'argent est célébré avec à-propos dans l'avènement d'anciens repaires mafieux tels que Dubaï, Las Vegas, Miami, et même Medellín (voir l'essai de Forrest Hylton) en tant qu'icônes mondiales du nouveau capitalisme.

Qui plus est, l'explosion des inégalités sociales est le moteur même de l'économie actuelle, pas seulement sa conséquence malheureuse. L'économie « fordiste » classique des années 1950 et 1960, caractérisée par la consommation de masse, régulée par des conventions collectives et un partage constant des profits entre le capital et le travail, a été remplacée (tout du moins dans les pays anglo-saxons) par ce qu'une équipe de chercheurs de Citigroup a baptisé la *plutonomie* : une économie où les riches « régissent la demande », tirent un maximum de profits de la hausse de la productivité et des monopoles technologiques, puis dépensent aussi vite que possible leur part croissante de la richesse nationale dans des biens et des services de luxe. C'est un peu le retour vengeur des jours fastes de Gatsby le Magnifique. Tandis que la part du revenu national détenu par le 1 % le plus riche de la population américaine a fait un bond entre 1964 et 1999 (passant de 8 % à 17 %), son taux d'épargne a sévèrement chuté (de 8 % en 1992 à -2 % en 2000), ce qui implique qu'ils ont consommé au cours de cette période « plus que leur part, déjà copieuse, de l'économie⁶ ».

Partout dans le monde, ce n'est plus le développement du marché (l'augmentation de la consommation de masse) qui agit comme principal moteur de la croissance économique, mais bel et bien ces folles dépenses effectuées par les particuliers les plus riches. Les marques de luxe, qui depuis toujours soulagent les démangeaisons de l'élite – Porsche, Bulgari, Polo Ralph Lauren, Tiffany, Hermès, Sotheby's, etc. – ouvrent des succursales à un rythme effréné à Shanghai,

Dubaï ou Bangalore. Dans le même temps, les fruits de l'effroyable pillage du Tiers Monde sont convertis en hôtels particuliers à Manhattan, en parcs privés à Londres, en emplacements de yachts à Key Biscayne ou en manoirs en Irlande. Comme le soulignent les analystes de Citigroup : « De façon logique, les entrepreneurs-plutocrates des marchés émergents (oligarques russes, magnats de l'immobilier et de l'industrie en Chine, nababs de l'informatique en Inde, rois du pétrole et de l'agriculture en Amérique latine) qui bénéficient dans des proportions démesurées de la mondialisation investissent dans les marchés d'actifs des plutonomies développées ». Ils ont ainsi contribué à l'aggravation de la bulle immobilière, concentrée dans les pays les plus néolibéraux, qui représente la plus importante et la plus dangereuse accumulation de capitaux non productifs – « fictifs » – de l'histoire mondiale (soit 30 000 milliards de dollars). « Que cela plaise ou non, concluent les chercheurs de Citigroup, les bras robustes de ces entrepreneurs-plutocrates se sont arrogé la terre entière. » Et d'ailleurs, les riches continueront à s'enrichir « car la réserve mondialisée de main-d'œuvre [bon marché] permet de contenir la hausse des salaires⁷ ».

Mais qui sont ces « robustes » héros de la plutonomie ? L'équipe de Citigroup a établi un classement accablant (basé sur ses propres recherches et sur une enquête concernant les finances des consommateurs) qui annonce le retour d'une configuration économique où les inégalités sont dignes de l'ère des barons voleurs⁸.

Revenu annuel moyen des familles américaines

2004

10 % les plus riches	302 100 \$
10 % suivants	106 000 \$
20 % suivants	69 100 \$
20 % suivants	43 400 \$
40 % les plus pauvres	18 500 \$

Selon le *World Wealth Report* publié en 2005 par Merrill Lynch & Company, à l'échelle mondiale, près de mille milliardaires et dix millions de millionnaires (dont on a évalué la fortune sans le patrimoine immobilier) occupent le haut de la pyramide sociale et disposeront d'ici à 2009 d'un capital estimé à 42 200 milliards de dollars. Ce sont eux qui génèrent le marché des gros joujoux que sont par exemple la Veyron de Bugatti à 1 250 000 dollars (fabriquée par Volkswagen, ironiquement) ou les super yachts de soixante mètres de long. Bien que la majeure partie des foyers les plus riches se trouvent toujours en Amérique du Nord (quelque 3 millions de millionnaires), les Chinois adeptes de la maxime de Deng Xiaoping, selon laquelle « il est glorieux de s'enrichir », représentent désormais le troisième segment le plus important du marché du luxe (environ 11 %), et d'ici 2014, leur consommation devrait surpasser celle, déjà remarquable, des Américains et des Japonais fortunés⁹ (le magazine d'Air China distribué à bord des avions est d'ailleurs célèbre pour sa pléthore d'annonces glamour vantant les charmes de « villas dans la forêt viennoise », de « magnifiques villas dotées d'un superbe terrain de golf », de « villas méditerranéennes », et même d'une « villa intellectuelle » conçue par un architecte canadien). Pendant ce temps, les nouveaux aspirants Romanoff de Russie font la queue à Saint-Pétersbourg pour enchérir sur « cinquante palais miniatures, répliques des résidences célèbres de monarques britanniques, français et russes » (selon Judit Bodnár, une nostalgie similaire pour les Habsbourg replonge les riches néolibéraux hongrois dans l'ambiance lugubre des décors de la haute bourgeoisie 1900).

Mais le reste du monde n'assiste à cette grande sauterie que par le biais de la télévision : jamais depuis les années 1890 la richesse et la consommation de luxe n'ont été aussi isolées et socialement enclavées. Comme le démontre cet ouvrage à plusieurs reprises, la logique spatiale du néolibéralisme (et de la plutonomie) remet en vigueur les schémas coloniaux les plus extrêmes : ségrégation résidentielle et consommation réservée à telle ou telle catégorie de la société. Partout, les riches et presque riches s'enferment dans des

enceintes somptueuses, des villes de loisirs et des répliques encloses de banlieues californiennes imaginaires (voir les chapitres de Marina Forti, Laura Ruggeri, Marco d'Eramo et Anne-Marie Broudehoux). Les colonies (« off worlds ») vantées par les publicités apparaissant dans le ciel apocalyptique du Los Angeles de *Blade Runner* sont désormais ouvertes et prêtes à être occupées, du Montana à la Chine. Pendant ce temps, les plus pauvres – criminalisés et diabolisés, comme l'explique Patrick Bond dans son essai sur Johannesburg – se tiennent de l'autre côté de la barrière (faisant tout de même parfois office d'un peu plus que de simples nains de jardin), justifiant par leur seule présence la retraite de ceux qui mènent grand train derrière leurs fortifications.

Ce clivage spatial et moral sans précédent entre les riches et le reste de l'humanité se manifeste également dans l'engouement actuel pour le monachisme haut de gamme, les villes-États flottantes, le tourisme dans l'espace, les îles privées ou les monarchies restaurées. Les très riches peuvent également se retirer, divinisés mais toujours vivants, dans leurs mausolées de marbre, ou encore acheter jusqu'à un million d'hectares de terres et « sauver la Nature » à eux seuls (c'est le cas de Ted Turner avec ses bisons). Si les riches ne disposent pas du pouvoir et du nombre requis pour créer des villes de luxe (comme à Arg-e Jadid en Iran) ou embourgeoiser dans leur intégralité de vieilles capitales comme Londres ou Paris, ils peuvent néanmoins s'extraire de la matrice de la vie urbaine populaire grâce à la création de réseaux de transports et de systèmes de sécurité indépendants (voir l'exemple de Managua, étudié par Dennis Rodgers) ou en privant carrément les pauvres de leur droit à jouir inconditionnellement de l'espace public. Dans le Kaboul post-taliban (décrit par Anthony Fontenot et Ajmal Maiwandi), l'élite expulse tout simplement les pauvres afin de construire ses palaces, architectures exhibitionnistes de seigneurs de la guerre de la drogue qui piochent leurs références aussi bien chez Walt Disney que chez Gengis Khan.

Il s'agit là d'une véritable fièvre utopique, et le *xxi^e* siècle naissant, avec son engouement mondial pour les paradis infernaux

(parmi lesquels Dubaï est peut-être l'exemple le plus remarquable et le plus sinistre), ne fait qu'exprimer à nouveau les impossibles et mythiques désirs découverts par Walter Benjamin dans sa célèbre évocation du Paris de Baudelaire. En utilisant la théorie marxiste du fétichisme de la marchandise comme pierre de Rosette, Benjamin a débrouillé le mystère de la ville capitaliste ensorcelée où les hommes, submergés par la démesure de leurs moyens de production, envisagent leur être social comme une « fantasmagorie d'objets ». Mais les réalités inversées et la fausse conscience de l'époque victorienne ont aujourd'hui atteint de dangereux sommets. Si les galeries marchandes de fer et de verre des années 1850 étaient les forêts enchantées du capitalisme de consommation, nos environnements contemporains axés sur le luxe – centres commerciaux grands comme des villes, banlieues sur îles artificielles, faux « centres-villes commerçants » – font office d'univers alternatifs pour formes de vie humaine privilégiées. Sur une planète où plus de deux milliards de gens vivent avec à peine deux dollars par jour, ces mondes de rêve attisent des désirs – de consommation illimitée, d'architecture monumentale, d'exclusion sociale et de sécurité physique totale – clairement incompatibles avec la survie écologique et morale de l'espèce humaine.

En effet, qui dit paradis monstrueux dit antipodes sulfureux. Dans sa critique presque brutale de la deuxième version des *Passages* de Benjamin (l'essai connu sous le titre « Paris, capitale du XIX^e siècle »), Theodor Adorno reprochait à Benjamin d'avoir « supprimé la catégorie de l'enfer présente dans la première version ». « L'enfer », selon Adorno, était essentiel à la « clarté » et à la « cohérence dialectique » de l'analyse de Benjamin. « Pour recourir au langage du glorieux projet initial des *Passages*, le sermonnait Adorno : si l'image dialectique n'est que le mode d'appréhension du fétichisme dans la conscience collective, alors peut se dévoiler la nature utopique de la conception saint-simonienne du monde de la marchandise, mais nullement son envers, à savoir l'image dialectique du XIX^e siècle comme *enfer*. Or seul cet envers peut mettre à sa juste place l'image de l'âge d'or¹⁰... »

La même recommandation dialectique s'applique aux paradis de notre nouvel âge d'or. Brecht, « méditant sur l'Enfer » (tout comme Shelley, horrifié, face à la richesse et à la misère de Londres), conclut qu'il devait « ressembler encore plus à Los Angeles ». Et la plupart des « mondes de rêve » décrits dans les pages qui suivent sont en fait des itérations de Los Angeles, ou du moins du « style de vie californien », idéal fantasmagorique mondial après lequel courent les nouveaux riches avec le même acharnement dans le désert d'Iran, les collines de Kaboul ou les banlieues encloses et sécurisées du Caire, de Johannesburg et de Pékin. Mais, comme dans le vrai Los Angeles, l'Enfer et le Centre Commercial ne sont jamais à plus de dix minutes en voiture par voie express. Ainsi, les maîtresses de maison du « Palm Springs » en toc de Hong-Kong, ou des *gated communities* néo-Habsbourg de Budapest, exploitent des domestiques qui vivent dans des taudis, voire des cages à poules sous les combles de belles demeures. La fantasmagorie des super gratte-ciel de Dubaï, non sans rappeler *Metropolis*, et les mégastructures olympiques de Pékin naissent du labeur d'ouvriers itinérants qui habitent dans des baraquements insalubres ou des campements délabrés. Vus du ciel, les archipels clinquants du luxe utopique et du « style de vie suprême » ne sont que des parasites sur une « planète de bidonvilles ».

Et c'est précisément parce que le prix à payer pour le « paradis » est celui de la catastrophe humaine que nous ne pouvons partager l'optimisme de Benjamin quant à la rédemption historique par les « authentiques » aspects utopiques de ces fantasmes. Car il ne faut pas se voiler la face : les essais qui suivent évoquent les phases terminales, et non anticipatives, de l'histoire moderne récente. Ils nous permettent de mieux comprendre ce qu'entendaient Luxemburg et Trotsky par « le socialisme ou la barbarie ». En effet, considérés comme un tout, ces lieux de loisirs et d'oisiveté témoignent de la résignation avec laquelle l'espèce humaine dilapide le temps emprunté sur lequel elle vit désormais. Si Benjamin évoquait une société qui « se rêvait éveillée », ces mondes dorés n'ont, eux, pas de réveil ; ils incarnent l'isolement délibéré et égoïste de ceux qui fuient les

tragédies s'abattant sur notre planète. Les riches continueront simplement de se réfugier dans leurs châteaux et devant leurs postes de télévisions, tentant désespérément de consommer toutes les bonnes choses de la terre dans le temps qui leur est imparti. En effet, par leur existence même, les pistes de ski couvertes de Dubaï et les troupeaux de bisons privés de Ted Turner symbolisent ce subterfuge de la raison par lequel l'ordre néolibéral reconnaît et rejette à la fois le fait que la trajectoire que suit actuellement l'existence humaine n'est pas viable.

Mike Davis et Daniel Bertrand Monk, avril 2007

Notes

1. « Diary Entries, 1938 » (august 25), in Walter Benjamin, *Selected Writings: Volume 3 (1935-1938)*, Cambridge, The Belknap Press/Harvard University Press, 2002, p. 340.
2. Arjay Kapur, Niall MacLeod, Narendra Singh, « Plutonomy: Buying Luxury, Explaining Global Imbalances », Citigroup Research, 16 octobre 2005 ; Robert Reich, « The New Rich-Rich Gap », CommonDreams.org, 12 décembre 2005 (factory jobs) ; Nick Mathiason, « Super-rich Hide Trillions Offshore », *The Observer*, 27 mars 2005.
3. Pierre Bourdieu, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 1998.
4. Mike Davis, « The Political Economy of Late-Imperial America », *New Left Review*, vol. 1, n° 143, janvier-février 1984.
5. David Harvey, « Neo-liberalism and the Restoration of Class Power », in *Spaces of Global Capitalism*, Verso, Londres, 2006.
6. Arjay Kapur, Niall MacLeod, Narendra Singh, *art. cit.*, pp. 3, 6, 13.
7. *Ibid.* pp. 13, 21 ; « Revisiting Plutonomy: The Rich Getting Richer », Citigroup Research, 5 mars 2006, p. 3.
8. « Revisiting Plutonomy », *ibid.*, p. 3.
9. « Luxury », Special Christmas Report, *The Economist*, 24 décembre 2005, p. 67.
10. *Correspondance Adorno-Benjamin, 1928-1940*, La Fabrique, Paris, 2002.